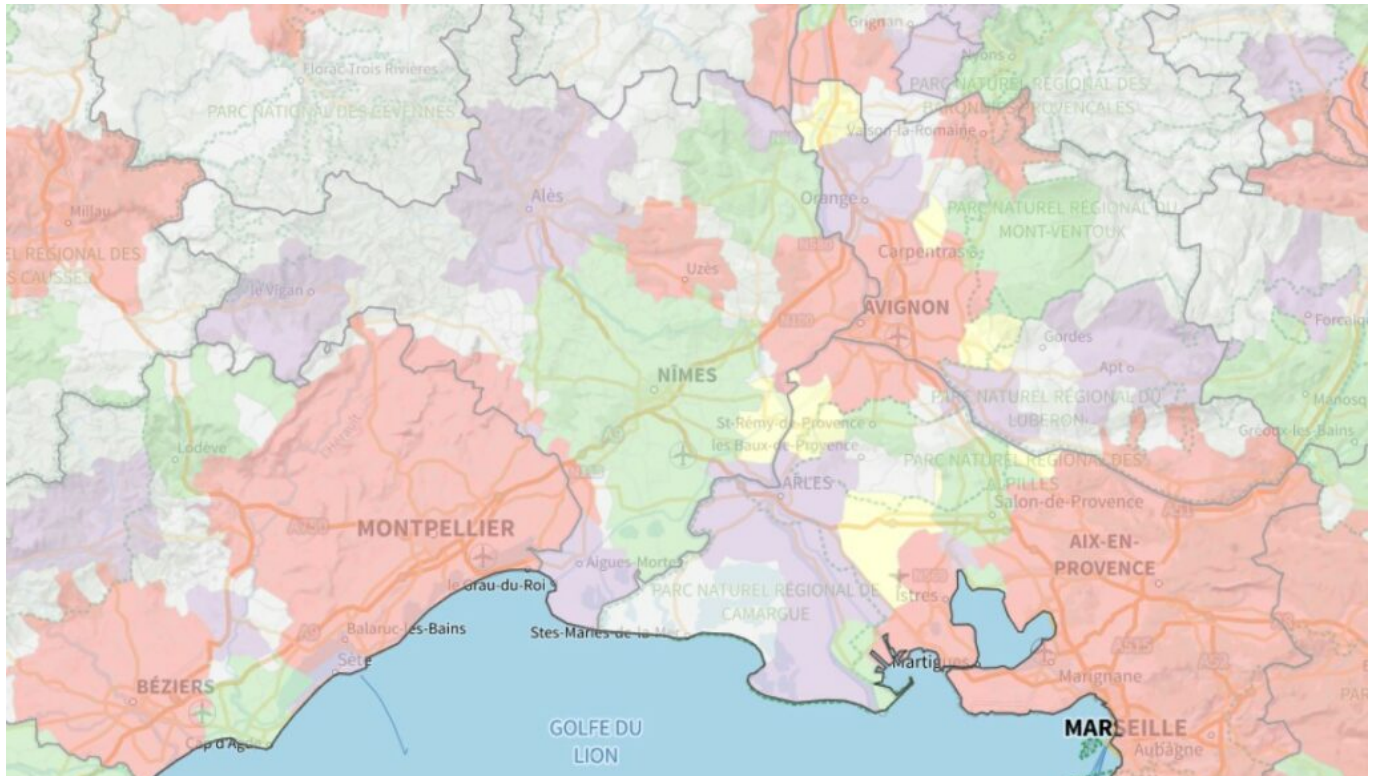


Ecrit par le 4 décembre 2024

Réforme territoriale : Et si le Vaucluse ne comptait bientôt que 10 communes ?



Alors que le président de la République a confié en novembre dernier au député Renaissance et ancien ministre Éric Woerth la mission de simplifier, clarifier et rendre plus efficace l'action publique, [l'Institut Terram](#) vient de publier un audacieux rapport intitulé 'Réforme territoriale : pour une démocratie locale à l'échelle des bassins de vie'. Anticipant les propositions qu'Éric Woerth devrait dévoiler dans quelques semaines, ce groupe de réflexion multidisciplinaire sur l'étude des territoires envisage notamment de réduire drastiquement le nombre de communes en France en les 'calquant' sur le périmètre des aires d'attraction. Objectif ? Replacer le citoyen-habitant au centre du dispositif tout en redonnant la puissance de décision aux maires. Dans cette logique de redécoupage administratif, quelles pourraient être les conséquences pour les 151 communes de Vaucluse ?

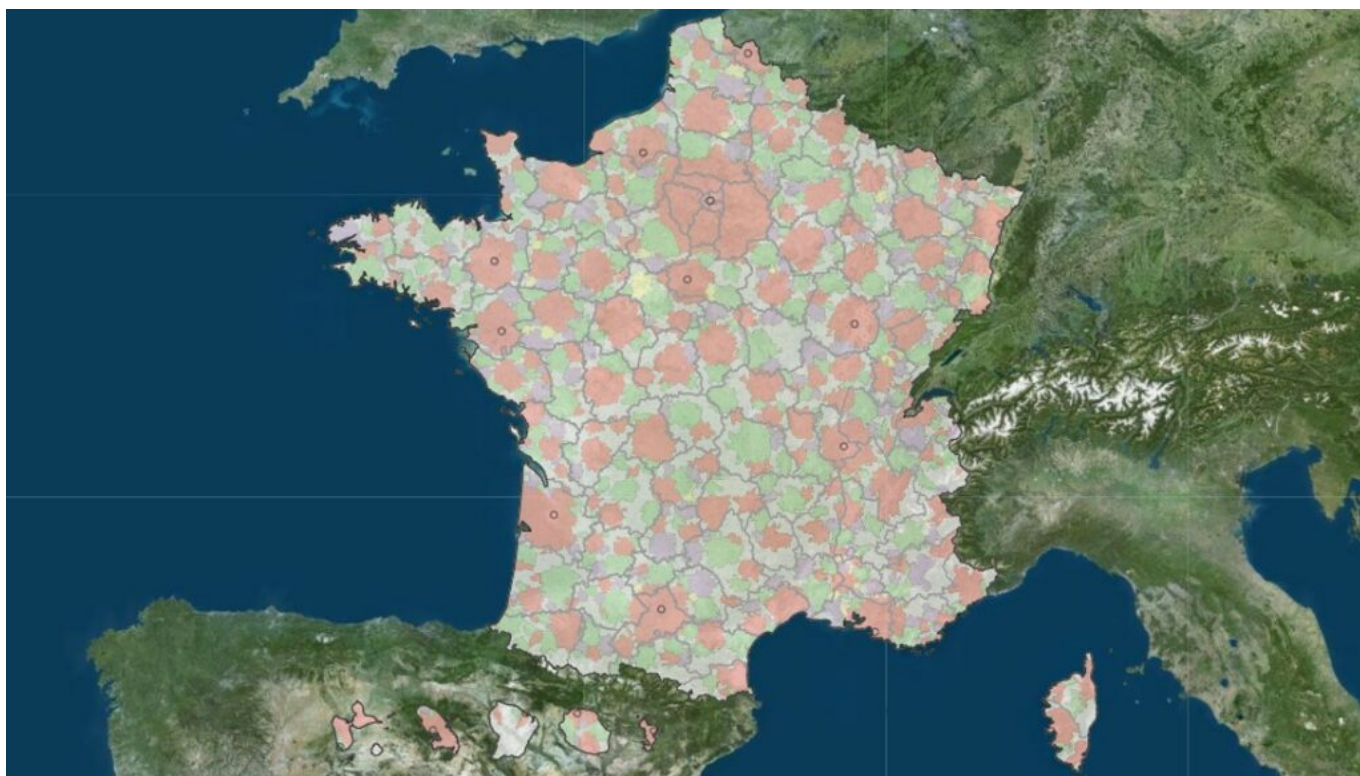
« Alors qu'au début du XXe siècle on parcourait en moyenne 4 kilomètres par jour - le diamètre moyen des communes en France -, nous en réalisons aujourd'hui 40 quotidiennement », expliquent le dernier rapport de [l'Institut Terram](#). Dans ce document de 40 pages intitulé 'Réforme territoriale : pour une démocratie locale à l'échelle des bassins de vie', les deux co-auteurs ([Jean Coldefy](#), ingénieur de l'École

Ecrit par le 4 décembre 2024

centrale de Lille, et [Jacques Lévy](#), chercheur en science du social) rappellent que « le bassin de vie - là où l'on réside, où l'on travaille, où l'on se soigne, où l'on se divertit... - est ainsi devenu 10 fois plus grand que la maille communale. Cela conduit à une incohérence majeure : le périmètre du quotidien n'est plus en adéquation avec le périmètre électoral communal.

« Le périmètre du quotidien n'est plus en adéquation avec le périmètre électoral communal. »

« La France a un morcellement communal unique à l'échelle mondiale », poursuivent les deux experts qui constatent également : « Comme la commune est de taille trop restreinte pour gérer l'aménagement, la mobilité, l'eau, les déchets et l'économie, la loi a institué des groupements de communes, les communautés de communes ou d'agglomération. Mais celles-ci sont encore de taille trop réduite pour gérer ces thématiques. En conséquence, des groupements de groupements de communes ont été mis en place : des syndicats de communautés de communes et d'agglomération. Toutes ces structures intercommunales ne sont pas soumises au suffrage universel alors qu'elles portent pourtant les enjeux essentiels du quotidien. »



En France, l'Insee dénombre 699 aires d'attraction dont une dizaine dans le Vaucluse. © Insee

Ecrit par le 4 décembre 2024

Une organisation complexe illisible pour le citoyen

Selon le rapport de l'Institut Terram, on dénombrait 46 225 communes et structures de coopération intercommunale en 2022 dans l'Hexagone. Dans le même temps, l'Insee (Institut national de la statistique et des études économiques) a identifié 699 aires d'attraction. Des 'bassins de vie' pour Jean Coldefy et Jacques Lévy qui sont 64 fois moins nombreux que les structures communales actuelles.

« La multiplication des lieux de pouvoir alourdit les processus de décision. »

« Cette organisation complexe est illisible pour le citoyen, elle multiplie les lieux de pouvoir et alourdit par là même les processus de décision. Elle a par ailleurs généré d'importants surcoûts, financés par une forte augmentation des impôts locaux. Les difficultés actuelles d'étalement urbain, de mobilité, de logement et d'affaiblissement du vivre ensemble par la spécialisation sociale des territoires trouvent leur origine dans cette gestion communale à l'échelle d'une maille géographique trop petite, inadaptée aux enjeux qui sont les nôtres aujourd'hui. »

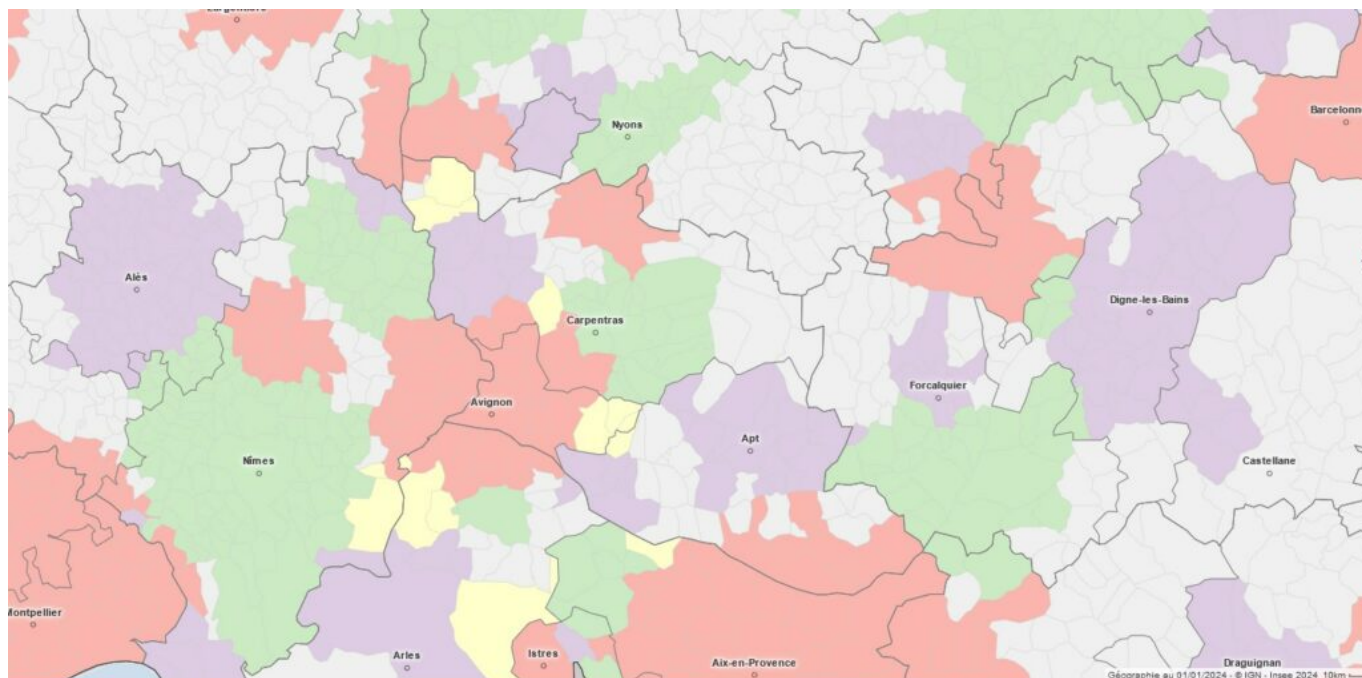
Favoriser une meilleure représentativité démocratique

De quoi également poser par ailleurs des problèmes de représentativité démocratique « puisque le principe d'avoir a minima chaque commune représentée dans les conseils de métropole ou d'agglomération conduit à ce qu'une coalition de petites communes ait un poids politique sans commune mesure avec son poids démographique ».

Afin de sortir de cette situation l'étude préconise de proposer « nouveau paradigme de la gouvernance locale cohérente avec les bassins de vie des Français. Si l'on veut éviter que le passé paralyse le présent, il faut parler politique avec l'ampleur et l'ambition nécessaires », insistent les deux auteurs.

Ces derniers estiment ainsi qu'il faut s'appuyer sur 3 principes de base afin de disposer d'une gouvernance « territoriale lisible, efficace et juste ». A savoir : « la recherche d'une cohérence entre les espaces de vie des Français et les territoires politiques », « la responsabilité et donc l'autonomie financière des gouvernements locaux », ainsi que « la solidarité entre habitants et espaces impliquant la prise en compte des impacts de décision sur les espaces voisins et de privilégier les démarches coopératives avec les autres échelons ».

Écrit par le 4 décembre 2024



Le périmètre des aires d'attractions vauclusiennes défini actuellement par l'Insee. © Insee

Diviser par 64 fois le nombre de structures communales

Dans ce cadre, le rapport préconise donc que ces 699 aires d'attraction des villes, constituant les bassins de vie quotidiens de 93% des Français, deviennent demain des communes.

« On ajouterait à ces 700 communes les quelque 200 autres communautés de communes non polarisées économiquement sur les villes, sur la base des communautés de communes actuelles, complète l'étude. Avec cette concordance entre espaces de vie et espaces électoraux, la France serait organisée en environ 900 territoires locaux, de taille variable. »

De 34 900 communes, ainsi que de 1 255 établissements de coopération intercommunale (communautés de communes, communautés d'agglomération, communautés urbaines et métropoles) et 8 777 syndicats, la France compterait alors moins d'un millier de communes.

De 151 à 10 communes en Vaucluse

En appliquant ces critères au Vaucluse, notre département ne compterait potentiellement qu'une dizaine de communes (voir tableau ci-dessous). Ainsi, en calquant ce découpage aux aires d'attraction locales c'est Avignon qui constituerait le principal nouvel ensemble en Vaucluse. La cité des papes regrouperait 48 communes dont plus de la moitié hors du département (19 dans le Gard et 10 dans les Bouches-du-Rhône). De quoi résoudre enfin les problématiques parfois ubuesques de ce bassin de vie à cheval sur 2 régions, 3 départements et 2 zones scolaires ?

Avec respectivement 21 et 18 communes, c'est Carpentras et Apt qui regrouperait ensuite le plus grands nombre villes et villages dans le Vaucluse. Vaison-la-Romaine (14 communes), Valréas (12) et Orange (10) constituerait également des ensembles imposants. A l'inverse, Cavaillon (6 communes) l'Isle-sur-la-Sorgue (4) et Bollène (2) s'élargiraient sur des périmètres moins larges.

Ecrit par le 4 décembre 2024

Commune centre	Nombre de communes dans l'aire d'attraction	Population totale
Montpellier	161	813 272
Marseille	115	1 879 601
Nîmes	92	347 033
Valence	71	255 750
Alès	64	132 041
Avignon	48	337 039
Montélimar	45	100 095
Bagnols-sur-Cèze	30	47 786
Manosque	30	69 392
Carpentras	21	63 489
Sisteron	21	17 325
Apt	18	24 714
Uzès	18	19 654
Nyons	17	12 524
Pierrelatte	17	47 282
Vaison-la-Romaine	14	15 580
Valréas	12	17 845
Orange	10	54 503
Forcalquier	7	8 268
Cavaillon	6	42 213
Salon-de-Provence	6	68 681
Pont-Saint-Esprit	5	14 750
Beaucaire	5	35 614
L'Isle-sur-la-Sorgue	4	23 166
Arles	4	59 392
Bollène	2	17 538
Saint-Rémy-de-Provence	2	10 208

©Mise en forme l'Echo du mardi-Source Insee Aire d'attraction des villes 2020 (les aires vaclusiennes sont surlignées en jaune)

Une 10^e super-commune vaclusienne autour de Sault ?

Selon l'Insee, toutes les communes vaclusiennes ne sont pas forcément rattachées à une aire d'attraction. Elles se situent principalement autour des Dentelles de Montmirail (10 communes de Sainte-Cécile-les-Vignes à La Roque-d'Alric), autour de Coustellet (9 communes de Gordes jusqu'à la Durance) ainsi que quelques-unes disséminées dans le Luberon (Buoux, Lourmarin, Cucuron, Sannes, Grambois, Peypin-d'Aigues, Vitrolles-en-Luberon et La Bastide-des-Jourdans) qui pourraient intégrer à leur convenance tel ou tel nouvel ensemble.

A cela s'ajoutent, les communes 'non-affectées' localisées au pied du versant Nord du Ventoux et du plateau de Sault (11 communes en Vaucluse mais aussi une douzaine dans les Alpes-de-Haute-Provence et bien encore davantage dans le Sud-Est de la Drôme). De quoi justifier peut-être la création d'une 10^e super-commune vaclusienne autour de Sault ?

Par ailleurs, il ne faut pas non plus oublier les 12 communes vaclusiennes du Sud Luberon, à commencer par Pertuis, qui font partie des 115 communes de l'aire d'attraction de Marseille-Aix.

Outre le 'Mega Marseille', d'autres ensembles imposants verraient aussi le jour chez nos voisins. A commencer par Montpellier (regroupement de 161 communes), Nîmes (92), Valence (71), Alès (64) et Montélimar (45). Dans une moindre mesure, Bagnols-sur-Cèze (30), Manosque (30), Sisteron (21), Uzès (18), Nyons (17) et Pierrelatte (17) s'étendraient sur des territoires cohérents de bonne taille également. Cela serait moins le cas avec Forcalquier (7), Salon-de-Provence (6), Pont-Saint-Esprit (5), Beaucaire (5), Arles (4) et Saint-Rémy-de-Provence (2).

Ecrit par le 4 décembre 2024

Première tentative de dépoussiérage avec la réforme des collectivités territoriales de 2010

Dans tous les cas, cette dynamique de regroupement afin de lutter contre l'éparpillement décisionnaire n'est pas sans rappeler les grandes manœuvres qui, en 2011 et 2012, avaient précédé le schéma départemental de coopération intercommunale de Vaucluse. Ce schéma avait alors pour objet de rationaliser la carte de l'intercommunalité conformément aux orientations de la loi du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales. A cette époque, différents scénarii avaient été imaginés par les services de l'Etat ainsi que la Commission départementale de coopération intercommunale (CDCI). Plusieurs hypothèses de périmètre avaient ainsi alors émergé : des plus frileuses aux plus audacieuses. Certes, il ne s'agissait que des frontières intercommunales plutôt que la création de très grandes communes comme le propose le rapport de l'institut Terram mais certaines propositions ébauchaient déjà les grandes lignes des aires d'attraction vauclusiennes actuelles. Finalement, malgré la volonté de faire bouger les lignes de François Burdeyron, le préfet de vaucluse d'alors, l'Etat avait finalement opté pour un redécoupage à minima des limites intercommunales. Tout changer pour que rien ne change.



En 2011, plusieurs hypothèses de rapprochement des intercommunalités vauclusiennes avaient été envisagées dans le cadre de la loi du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales. Parmi elles, celle prenant en compte les bassins de vie de

Écrit par le 4 décembre 2024

L'époque est celle qui serait la plus proche des aires d'attraction définies par l'Insee aujourd'hui. © Echo du mardi

Mieux faire du logement, de la mobilité ou de l'aménagement

Pourtant, ce changement d'échelle ne serait pas sans conséquence sur les décisions politiques du quotidien. En effet, pour Jean Coldefy et Jacques Lévy, la proposition de réforme territoriale du rapport de l'Institut Terram permettrait aux collectivités d'être en mesure de répondre aux grands défis de demain : la réduction des émissions de CO2, l'augmentation de l'offre de logement ainsi qu'une bonne gestion des conséquences de la loi Zan (Zéro artificialisation nette).

La diminution du CO2 passerait notamment par un développement des transports en commun avec un financement à construire impliquant l'État, les Régions et les agglomérations. Le tout « en intégrant non seulement les grands pôles urbains mais toutes leurs périphéries, avec une seule autorité pilotant les transports urbains et périurbains afin de faciliter les solutions de mobilités ».

Pour l'occupation des sols, « avec l'objectif du ZAN visant à limiter l'occupation des sols qui suscite des questionnements de la part des maires face à une politique qualifiée d'étatiste et d'indifférenciée alors que la situation des territoires est diverse », il faut favoriser « l'équilibre requis par la transition écologique sur les consommations d'espace à une échelle bien plus vaste qu'actuellement ». Une échelle « cohérente avec les besoins de nature qu'expriment les Français, mais aussi de logement et de développement économique ».

Enfin, toujours au niveau du logement il faut impulser « une augmentation de l'offre, alors que nous vivons une crise aiguë dans les grandes villes et leur périurbain qui met les maires en première ligne, lesquels appellent l'État à la rescousse ». Dans ce cadre, il semble impératif de « sortir du malthusianisme actuel qui génère la non-mixité sociale et la crise de l'offre de logement ».

« Distinguer le lieu de définition des politiques, qui à l'évidence doit être celui de l'aire urbaine, de celui de leur mise en œuvre, qui, doit être décentralisé. »

Les communes actuelles deviendraient des arrondissements

« Cette échelle bien plus vaste comporte des avantages évidents de cohérence, d'efficacité, de solidarité et de lisibilité, estime le rapport. Certes, elle comporte également des risques, comme le gigantisme ou la bureaucratie, et pour éviter ce travers il faut distinguer le lieu de définition des politiques, qui à l'évidence doit être celui de l'aire urbaine, de celui de leur mise en œuvre, qui, si la taille de l'aire est importante, devrait être décentralisé. À cette échelle de pilotage des grands enjeux territoriaux et sociaux, il est indispensable d'adjoindre un échelon de proximité, qui devrait être assuré par les communes actuelles qui deviendraient des arrondissements, avec des budgets de proximité dédiés pour gérer des projets d'intérêts purement locaux. »

Écrit par le 4 décembre 2024

« Demain, le maire sera plus puissant parce qu'il sera à la bonne échelle, celle du bassin de vie. »

Davantage de démocratie directe pour donner plus de puissance aux maires

« Le système électoral de ce nouveau gouvernement des villes remplacerait le dispositif actuel des élections municipales fragmentées et s'appuierait sur le suffrage universel direct, permettant l'élection légitime d'un maire pour la nouvelle collectivité locale à l'échelle de l'aire urbaine, poursuit l'ambitieux document de prospective. Les circonscriptions électorales seraient calées sur les périmètres des communautés de communes actuelles et des grandes communes des pôles urbains, permettant ainsi d'assurer des circonscriptions comparables en nombre d'habitants. Ceci assurerait à la fois la proximité avec les élus et une représentation plus juste démocratiquement puisque proportionnelle au poids démographique et non en fonction du nombre de communes. »

« Demain, le maire sera plus puissant parce qu'il sera à la bonne échelle, celle du bassin de vie, et non plus inséré dans une multitude d'autorités agissant à des échelles trop réduites. La transformation proposée se fera par des évolutions progressives, éclairées par des instances indépendantes et par des incitations de l'État. Déjà, certains territoires en France ont compris l'enjeu et avancent, tels Le Havre, Cherbourg ou Reims, qui ont fusionné les communautés d'agglomération et de communes pour se mettre à l'échelle de l'aire urbaine. Il faut suivre la voie de ces pionniers et leur donner les moyens d'amplifier encore le chemin qu'ils tracent », préconise le rapport l'Institut Terram. Une véritable révolution dans un pays si conservateur en matière de découpage administratif.

Pour consulter le rapport de l'institut Terram dans son intégralité, cliquez sur l'image ci-dessous

Écrit par le 4 décembre 2024

Institut
Terram
Penser, innover, agir
pour nos territoires

Jean Coldefy et Jacques Lévy

Réforme territoriale : pour une démocratie locale à l'échelle des bassins de vie

Avril 2024

Écrit par le 4 décembre 2024

Le nouveau Ventoux Magazine printemps est paru



Le 60^e numéro de Ventoux Magazine vient de paraître. L'occasion d'accueillir le printemps en beauté avec la découverte des trésors des gorges de la Nesque, un focus sur la bibliothèque-musée Inguimbertaine à Carpentras, la célébration du centenaire de la commune de Vaison-la-Romaine, ou encore les délicieuses recettes de Xavier Mathieu du Phébus à Joucas.

Ce nouveau numéro printanier du Ventoux Magazine célèbre avec [la ville de Vaison-la-Romaine le centenaire de son nom](#). Plusieurs caves coopératives fêtent également cette année le passage symbolique du siècle, l'occasion de faire un point d'étape sur ce modèle économique solidaire.

Puis, direction Carpentras pour découvrir en avant-première la bibliothèque-musée Inguimbertaine avant sa réouverture dans un espace flambant neuf en avril. Côté nature, vous pourrez plonger dans le fabuleux canyon des gorges de la Nesque.

Quant à l'artisanat, vous découvrirez les ateliers de Mélanie Dupont avec ses origamis près de Buis-les-

Écrit par le 4 décembre 2024

Baronnies, et de la boulangerie La Croûte céleste à Robion avec ses pains et ses gourmandises.

Ce numéro passera aussi par les hameaux oubliés de la Nesque, ainsi que par Travignon, hameau fantôme situé à une heure de marche de Saint-Saturnin-lès-Apt. Et avec l'arrivée du printemps vient l'envie de sortir de chez soi, vous découvrirez donc des idées de sorties dans le Vaucluse, la Drôme et les Alpes-de-Haute-Provence.



Ecrit par le 4 décembre 2024

SCOT Avignon : comment participer à l'élaboration du territoire de demain ?



Le Syndicat mixte du SCOT (schéma de cohérence territoriale) du bassin de vie d'Avignon organise deux réunions publiques les lundi 18 et mercredi 20 mars, qui donneront la parole aux habitants du territoire avignonnais sur l'élaboration du diagnostic territorial. Cette définition des grands enjeux d'aménagement sur le territoire viendra rythmer l'année 2024 avec plusieurs temps d'échanges prévus par la suite avec pour objectif une vision territorial homogène et cohérente pour 2045.

Le [Syndicat mixte du Scot du bassin de vie d'Avignon](#) invite les habitants du territoire avignonnais à venir participer aux deux réunions publiques qui auront lieu les lundi 18 et mercredi 20 mars avec pour thème : l'élaboration du diagnostic territorial.

Le premier rassemblement se tiendra au théâtre de la Roquette à Courthézon à 18h30 et le second se déroulera à la salle des fêtes du Pontet également à 18h30. Ces deux manifestations seront ouvertes à

Écrit par le 4 décembre 2024

tous afin de favoriser un temps d'échange et de réflexion des acteurs locaux sur les aménagements à venir sur leur territoire et les enjeux qui en découleront.

Qu'est-ce que le Scot ?

Le schéma de cohérence territoriale (Scot) du bassin de vie d'Avignon est un document d'urbanisme qui définit les grandes orientations pour l'aménagement du territoire pour les années à venir. Il a pour but d'apporter des changements urbains qui favorisent le développement économique, touristique et culturel tout en conservant la mixité et la diversité de la zone.

Ce plan d'action doit servir de référence en matière de politiques publiques qui sont menées sur les thèmes du logement, du transport, du cadre de vie et de la mise en valeur des différents espaces. Le Scot est également là pour soutenir et gérer les déplacements de manière efficace tout en ne dénaturant pas le patrimoine et les espaces naturels du territoire. Il a aussi une portée écoresponsable puisque les changements qu'il apporte ont pour objectif de protéger et restaurer les continuités écologiques. Le schéma de cohérence territoriale est conçu et pensé pour améliorer le bien-être général des habitants.

Quel est le rôle du syndicat mixte du Scot ?

Créé en 2004, le syndicat mixte du Scot du bassin de vie d'Avignon travaille sur l'élaboration et la réalisation du document d'aménagement global tout en prenant en compte les évolutions de son périmètre d'action. Ce dernier s'est considérablement élargi les dernières années et regroupe désormais plus de 34 communes qui se trouvent sur la région Paca et Occitanie, et rassemble 314 804 habitants.

Les deux départements qui sont particulièrement concernés par ce document d'urbanisme sont le Gard et le Vaucluse avec la présence sur le périmètre des communautés de communes d'Aygues Ouvèze Provence et du pays d'Orange en Provence ainsi que les communautés d'agglomération des Sorgues du Comtat et du Grand Avignon.

Pourquoi participer à ces réunions publiques ?

Depuis plusieurs mois maintenant, le Syndicat Mixte du Scot regroupe les avis des partenaires publics et poursuit la révision de son document, relancée en mai 2022. Plusieurs changements ont été nécessaires suite aux évolutions intercommunales et les nombreux changements opérés sur le territoire.

Les travaux lancés ayant pris du retard suite à la pandémie du covid-19, le document a été totalement repensé par le Syndicat Mixte du Scot qui a pris en compte les remarques et les constats des personnes publiques associées au projet. Le nouveau schéma est aujourd'hui suffisamment avancé pour pouvoir être présenter lors de ces réunions publiques et solliciter l'avis des habitants qui seront les premiers concernés. Ces derniers auront toute la liberté pour pouvoir exprimer leurs points de vue sur les besoins et les priorités des aménagements du futur.

Soucieux de l'importance d'informer ses habitants, le Syndicat Mixte du Scot souhaite que ces deux réunions publiques créent une synergie de réflexion et d'engagement auprès des acteurs locaux.

Ecrit par le 4 décembre 2024

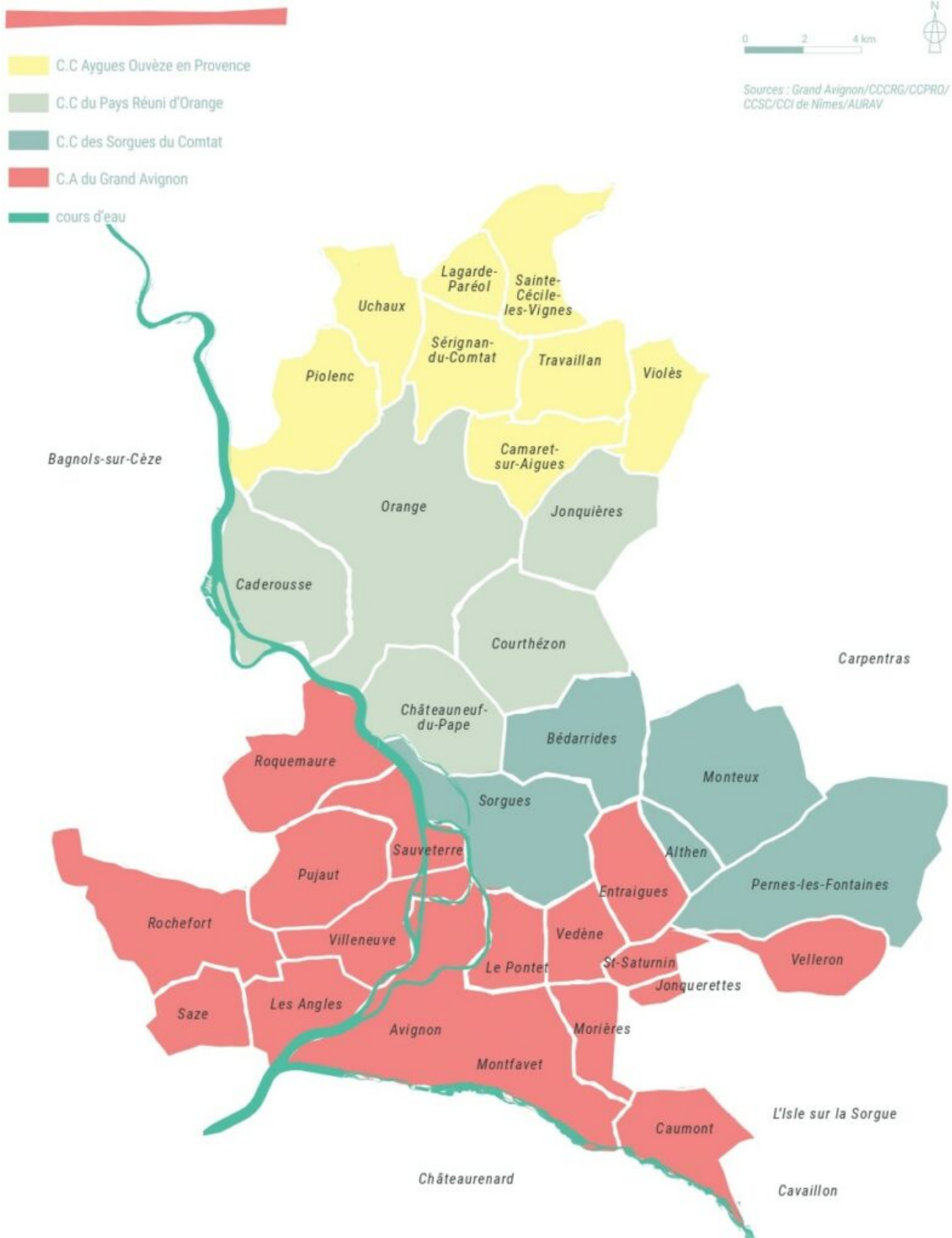
L'institution proposera par la suite d'autres temps d'échanges durant l'année 2024 pour suivre l'avancée du projet et la finalisation du document.

L'implication et l'avis des habitants semble primordial pour le Syndicat Mixte du Scot pour mener à bien son cap pour le territoire à l'horizon 2045. Le travail sur les enjeux stratégiques concernant l'occupation du sol, la logistique commerciale, l'agriculture et les énergies renouvelables seront au cœur des discussions de ces deux « meetings » et de ceux à venir pour construire le territoire de demain en toute homogénéité.

Infos pratiques : réunions publiques « présentation des premiers éléments du diagnostic territorial ». Lundi 18 mars 2024, 18h30. Théâtre de la Roquette. 1 boulevard Jean Vilar, 84350 Courthézon. Mercredi 20 mars 2024, 18h30. Salle des fêtes du Pontet. 304 avenue Vendôme, 84130 Le Pontet.

Pour s'informer, s'exprimer et faire remonter leurs réflexions et remarques tout au long de la procédure, rendez-vous sur le site ou via l'adresse contact@scot-bva.fr dans les cahiers de concertations à leur disposition aux sièges du Syndicat Mixte du Bassin de Vie d'Avignon et de nos 4 EPCI (Grand Avignon, Sorgues du Comtat, Pays d'Orange en Provence, Aygues Ouvèze en Provence)

Ecrit par le 4 décembre 2024



© SMBVA

Le CESER, miroir de notre société, scrute depuis 50 ans nos évolutions



Le CESER (Conseil Economique, Social, Environnemental et Régional) a 50 ans. Il a été institué par la loi du 5 juillet 1972 comme la 2ème Assemblée régionale (avec le Conseil Régional de la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur) et « il a la charge de donner son avis sur l'évaluation des politiques publiques. Ses réflexions nourrissent le débat d'idées et alertent les élus sur les attentes de la société civile dans sa grande diversité ».

Vendredi 8 juillet, la Commission Prospective du CESER Sud a auditionné Stéphane Lhermitte,

Ecrit par le 4 décembre 2024

polytechnicien, directeur-adjoint de l'INSEE (Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques) de PACA. « Entre la prise de décision d'une infrastructure et sa réalisation, il se passe des décennies » disait en amont le président de la Commission, Patrick Heintz, « Par exemple, le tunnel qui traverse Toulon a pris 40 ans pour relier l'est et l'ouest de la ville. A Avignon, on parle de la LEO depuis 1987, et à ce jour, une seule petite portion a été construite, c'est dire si le long terme joue à fond, alors quelles sont les tendances lourdes pour la période 2020-2030? ».

Pour répondre à cette immense question, Stéphane Lhermitte a brossé l'état de la Région Sud, sa démographie, ses données socio-économiques, son territoire, les inégalités de sa population, ses richesses, les changements climatiques possibles et les enjeux à moyen terme.

« Avec 5 081 191 habitants à ce jour, notre région est la 7^{ème} de France (derrière Ile de France, Auvergne-Rhône-Alpes, Nouvelle Aquitaine, Hauts de France, Occitanie et Grand Est). Elle concentre un maximum de population dans les grandes villes, les métropoles (Marseille, Toulon, Aix, Nice, Cannes, Avignon) le bord de mer, le couloir rhodanien, 85% habitent en ville, seulement 15% en zone rurale. Nombre de retraités ont été attirés par la Provence, dans les Alpes-Maritimes, le Var, les Bouches-du-Rhône, le Vaucluse et les stations de ski, nous avons 29,3% de plus de 60 ans (+3 par rapport à la France), un chiffre qui est en pleine croissance. D'ailleurs, chez nous, 200 000 habitants ont plus de 80 ans, ce qui pose à terme la question de leur vieillissement, de leur maintien à domicile, des services à la personne âgée, du nombre de soignants, des structures de soins palliatifs, du nombre d'EHPAD (Etablissements hébergeant des personnes âgées dépendantes), d'urbanistes et architectes pour mettre toutes ces données en perspective dans l'organisation de la société ».

Autre caractéristique du Sud, les inégalités : 17% de la population est pauvre (+2,5% que l'hexagone), 25,4% des enfants également (21% en France) et une famille monoparentale sur 3. Nous sommes la 3^{ème} région après l'Ile de France et la Corse à afficher de tels taux mais nous attirons aussi des personnes fortunées à Saint-Tropez, dans le Luberon ou sur la Promenade des Anglais. 510 000 personnes habitent dans des QPV (quartiers prioritaires de la ville) ce qui représente 10% de la population (contre 7,4 en France), notamment des jeunes qui n'ont fait ni études, ni apprentissage et qui sont sortis du système scolaire sans diplôme. Ils ont donc des difficultés d'insertion et des problèmes pour se loger, d'autant que taux de chômage s'élève à 8,3% en général (7,4% en France) avec des pointes pour les jeunes et les femmes.

Ce qui débouche logiquement sur le problème du foncier en Région Sud, le mètre carré est rare donc cher, sans parler de la concurrence des résidences secondaires, occupées quelques semaines par an par leurs propriétaires, ce qui explique le peu de disponibilité d'appartements et de maisons, sans parler des HLM qu'on construit insuffisamment.

Autre préoccupation qui se pose avec une acuité grandissante, le changement climatique et les phénomènes extrêmes que nous constatons d'année en année, inondations, sécheresse, canicule, feux de forêt. « Notre région émet 7,4 tonnes de gaz carbonique par habitant (+7% que la France) en raison de l'industrie (pourtour de l'Etang de Berre, Fos sur Mer, Miramas, raffineries, pétrochimie), d'immenses bateaux de croisière qui mouillent du matin au soir au large de l'Estaque sans couper leurs moteurs.

Écrit par le 4 décembre 2024

Quant aux zones inondables elles concernent 1 million d'habitants dont 42 000 en risque très élevé.

La pollution due aux embouteillages prend sa part dans la qualité de notre environnement. Par exemple, chaque jour 290 000 personnes prennent leur voiture pour aller travailler, entre Aix, Martigues, Aubagne et Marseille, mais il faut noter qu'en 10 ans le nombre de véhicules électriques ou hybrides qui affichent la vignette Crit'Air 1, est passé de 5% à 31%, ce qui est un progrès sensible.

Pour être positif, il nous faut aussi parler de la richesse de notre région. Elle est en augmentation grâce à sa diversification même si le tertiaire (les services) domine avec 83%, notamment dans le secteur du tourisme. N'oublions pas, par exemple, que le Vaucluse (570 000 habitants) accueille 4 millions de visiteurs chaque année, attirés par la qualité du paysage, le patrimoine, les festivals, les musées, les vignobles, le beau temps. La recherche aussi est l'une de nos pépites, la 3^{ème} de France pour ses efforts de recherche, avec les équipes du CNRS à Marseille, les scientifiques de nos universités, Sophia Antipolis dans les Alpes-Maritimes, le technopôle de Château-Gombert, l'INRAE à Avignon et ses 700 chercheurs, ITER aux confins du Vaucluse, du Var, des Alpes-de-Haute Provence et des Bouches-du-Rhône.

Toutefois, des questions restent posées : quels sont les métiers d'avenir? Comment protéger la biodiversité? Quelle sera notre ressource en eau avec la fonte régulière des glaciers? Comment maintenir la présence d'agriculteurs alors que la terre est grignotée sans cesse par les ronds-points, les logements, les zones d'activité en attendant la fin de l'artificialisation des sols? Et surtout quand certains prévoient qu'il y aura 1 milliard de migrants dans le monde d'ici 2050, poussés par la famine, les séismes, la hausse de températures ou la montée des eaux, où iront-ils? A coup sûr, des milliers arriveront sur nos rives méditerranéennes, il est temps de réfléchir ensemble pour anticiper leur impact sur la vie de nos enfants.

« Le CESER est le miroir de notre société » a dit Marc Pouzet, son président lors du 50ème anniversaire. De son côté, Renaud Muselier, patron de l'exécutif régional a salué cet « Atout essentiel pour que notre action se fasse en lien avec les attentes de la population et la réalité du terrain ».

(Vidéo) Les candidats à l'élection présidentielle ont présenté leur vision des territoires de demain

Invité par [Intercommunalités de France](#) et [France Urbaine](#), les candidats ou leur porte-parole à l'élection présidentielle ont présenté leur vision de la décentralisation lors d'une audition qui

Ecrit par le 4 décembre 2024

s'est déroulée devant près de 200 élus locaux.

Les élus des grandes villes, communautés de communes, d'agglomération et métropoles, réunis par France urbaine et Intercommunalités de France, ont auditionné les candidats à l'élection présidentielle ou leurs porte-paroles, le 22 mars 2022 à l'Institut du monde arabe. Près de 200 élus locaux, venus de toute la France, ont participé à cet événement baptisé 'Nos territoires demain'.

Plus de marge de manœuvre aux élus locaux

Dans ce cadre, les candidats ou leurs porte-paroles ont été invités, avec un temps de parole identique, à s'exprimer sur leur vision de la décentralisation, de l'organisation territoriale, des finances locales et du rôle des collectivités dans l'élaboration et la conduite des politiques publiques à venir dans le pays. Ces interventions ont toutes été marquées par l'impérieuse nécessité de donner davantage de marges de manœuvre aux élus locaux pour s'organiser collectivement et assurer le développement de leurs territoires.

Au service des territoires

« Il n'y a pas de programme de candidat à l'élection présidentielle, qu'il soit de gauche ou de droite, qui ne pourra concrètement être mis en œuvre sans le concours express des collectivités territoriales. Les villes et les intercommunalités, ce sont des transports en commun, des routes, des crèches, des écoles, des cantines, des maisons de santé, des parcs d'entreprises, des stations d'épuration, des panneaux solaires, des réseaux de chaleur..., ont notamment expliqué Jean-Luc Moudenc, 1er Vice-président de France urbaine et Sébastien Martin, Président d'Intercommunalités de France. Nos politiques sont concrètes, au service de nos habitants, de nos associations, de nos entreprises. »

À l'issue de leur audition respective, candidats et leurs représentants se sont vus remettre [l'adresse de France urbaine](#) à l'attention des candidats à l'élection présidentielle et le [Manifeste enrichi des Intercommunalités de France](#).

Cap Luberon : Alexandre Bompard en 'guest' des rencontres 'entrepreneur et territoire'

Ecrit par le 4 décembre 2024



60 personnalités se sont réunies il y a quelques jours à [Cap Luberon](#) pour la deuxième édition de 'Rencontre entrepreneur et territoire'. Un rendez-vous dans le but d'échanger sur l'attractivité des talents en Pays d'Apt Luberon, la valorisation des savoir-faire et des ressources locales, la coopération et l'ancrage territorial.

[Alexandre Bompard](#), Président-directeur général du groupe Carrefour a honoré l'assemblée de sa présence, au côté de Véronique Arnaud-Deloy, maire d'Apt, Gilles Ripert, Président de la Communauté de communes Pays Apt Luberon, Dominique Santoni, présidente du Conseil départemental de Vaucluse, Jean Aillaud, conseiller Régional, Christine Hacques, Sous-préfète d'Apt et Jean-Baptiste Blanc, Sénateur.

Réfléchir ensemble, comprendre et partager les enjeux des transitions économiques, appréhender au mieux l'environnement des entreprises, leurs challenges, leurs réussites, telles étaient les thématiques au centre des temps d'échanges. Parmi les nombreux autres invités : [Fabien Rolland](#), responsable du site de production d'Eurosilicone, [Florence De Meyer](#), Directrice de communication de Vaucluse Provence

Ecrit par le 4 décembre 2024

Attractivité, [Stephane Roucheton](#), gérant de Art et Rénovation, [Pierre-Baptiste Hervé](#), directeur de production de l'Atelier de la boiserie et [Andrea Pozzo](#) et [Matteo Gachon](#), gérant de EEC Technologies.

Écrit par le 4 décembre 2024



Ecrit par le 4 décembre 2024

Crédit : Cap Luberon

Cap Luberon

Cap Luberon est un pôle intercommunal de service aux entreprises, lieu de création, d'accompagnement et de partage. Proposant une large palette de services d'hébergement à destination des entreprises, porteurs de projets, associations ou encore des télétravailleurs, salariés ou professions libérales. Cap Luberon est équipé de bureaux meublés, de salles de réunion, d'ateliers et d'un espace de coworking. Plus d'informations, [cliquez ici](#). 472 Traverse de Roumanille, 84400 Apt.

277M€ : découvrez les grands chantiers d'Avignon



Adopté au Conseil municipal, le Plan pluriannuel d'investissements (PPI) sera déployé par

Ecrit par le 4 décembre 2024

la ville d'Avignon sur la période 2021-2026. Une ambition qui représente 484 euros d'investissement par an et par habitant. 10M€ de plus que sur la période 2015-2020 sont mis sur la table.

Le Plan pluriannuel d'investissements dresse la liste de l'ensemble des projets programmés par la majorité municipale pour la ville, et des financements qui leurs sont attribués chaque année, sur 5 ans. Le PPI est élaboré dans un souci de bonne gestion, de transparence et de sincérité. Il permet à tous les Avignonnais de suivre et de comprendre les arbitrages entre projets, financements ou dates de lancement, de mesurer la faisabilité des actions souhaitées au regard des capacités financières et budgétaires réelles.

Construction d'une nouvelle école, requalification du parvis de la gare, rénovation de la bibliothèque Jean-Louis Barrault, aménagement de la promenade de l'Oulle, création du musée des Bains Pommer, prolongement du chemin des Canaux, la liste est longue des travaux herculéens qui attendent la cité papale. Tour d'horizon des projets.

Construction d'une nouvelle école dans le quartier Joly Jean, économe en énergie et équipée d'une classe destinée aux enfants atteints d'autisme. Coût : 12M€, rentrée 2024.



Photo : Ville d'Avignon

Requalification du parvis de la gare en un belvédère boisé sur la ville, avec un garage à vélos de 400 places. Coût : 16M€, 1er semestre 2024.

Ecrit par le 4 décembre 2024



Photo : Ville d'Avignon

Rénovation de la bibliothèque Jean-Louis Barrault. Ambition : transformer en une bibliothèque 2.0. Coût: 8,6M€, 2e semestre 2023.



Photo : Ville d'Avignon

Aménagement de la promenade de l'Oulle. Coût: 2,5M€, 2e semestre 2025

Ecrit par le 4 décembre 2024



Photo : Ville d'Avignon

Prolongement du Chemin des canaux vers Agroparc qui constituera un parcours de découverte passant par la 'Ceinture verte'. Véloroute pour relier le centre-ville à Agroparc. Coût: 2,9M€, 1er semestre 2024.



Photo : Ville d'Avignon

Création du musée des Bains Pommer. Plongée dans l'Avignon de la belle époque. Coût: 6M€, été 2024.

Ecrit par le 4 décembre 2024



Photo : Ville d'Avignon

Rebâtir les piscines Jean-Clément (Montfavet) et Chevalier de Folard (Quartier sud). « Deux petites sœurs du stade nautique. » Coût : 12M€, 2022-2023.



Photo : Ville d'Avignon

Requalification de la rue Thiers avec notamment une plantation d'arbre dans sa partie basse pour « réenchanter un des boulevards haussmanniens ».

Écrit par le 4 décembre 2024

Coût: 2,7M€, 1er semestre 2023.



Photo : Ville d'Avignon

Construction d'un nouvel équipement livre et musique dans le quartier du Pont-des-deux-eaux. Le « puzzle », nouveau lieu hybride culturel. Coût: 1,8M€, 1er semestre 2024.

Écrit par le 4 décembre 2024



Photo : Ville d'Avignon

Reconfiguration du boulevard Charles de Gaulle (la Rocade). Création d'un parvis, une voie douce et un boulevard végétalisé. Coût: 3M€, 2024.

Écrit par le 4 décembre 2024



Photo : Ville d'Avignon

Rénovation des halles. Coût: 3,9M€, 2e semestre 2025.

Ecrit par le 4 décembre 2024



Photo : Ville d'Avignon

Les faubourgs, l'esprit village. Coût: 2M€, 2023-2024.



Photo : Ville d'Avignon

Vaison Ventoux : le 'Schéma de cohérence territoriale' approuvé



Le Scot Vaison Ventoux (Schéma de cohérence territoriale) a été approuvé à l'unanimité par les élus, devenant ainsi le 1er Scot de France compatible avec le Sraddet (Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires).

« L'[AURAV](#) (ndlr : Agence urbanisme Rhône Avignon Vaucluse) est fière d'avoir accompagné la Communauté de communes [Vaison Ventoux](#) depuis 2016 dans ce nouveau projet de territoire et remercie l'ensemble des partenaires et collaborateurs qui ont participé à ce projet. » Début 2006, la communauté de communes, composée alors de 14 communes, a engagé un vaste chantier. Aujourd'hui, cette démarche collective qui a nécessité une intense mobilisation des élus, des représentants de la société civile et des personnes publiques, touche à sa fin.

Ecrit par le 4 décembre 2024

Vous avez dit Scot ?

Le Schéma de cohérence territoriale est un document public d'urbanisme favorisant le développement équilibré et durable du territoire. Outil de planification stratégique, il doit permettre d'élaborer un projet sur des thèmes essentiels pour la vie de tous les jours : croissance des communes et offre de logements, aménagement économique et accueil des entreprises, développement des transports en commun et des circulations douces, protection des paysages et des ressources naturelles... L'ambition est de concilier une dynamique territoriale nécessaire à la création d'activités et d'emplois et la préservation de la qualité de vie de la Communauté Vaison Ventoux.

Miser sur l'excellence environnementale

La communauté de communes est « un territoire d'exception par ses paysages et ses milieux naturels, son vignoble, son patrimoine », c'est également un territoire qui accueille des populations résidentielles et touristiques attirées par le cadre. Vaison Ventoux entend bien tirer parti de cette richesse et définit un fort niveau d'exigence environnemental. « Cette ambition ne constitue pas un frein au développement économique et urbain. Il s'agit au contraire de considérer que l'avenir de la commune passe par sa capacité à préserver les fondamentaux de son paysage, l'intégrité de ses milieux et de ses ressources naturelles, tout en permettant au territoire et aux communes de se développer, d'évoluer, de progresser. »

Complémentarité des territoires

Il s'agit pour le territoire de concilier une identité agricole et rurale mais également un potentiel d'attractivité économique lié à la proximité de la vallée du Rhône. Vaison Ventoux joue également la solidarité et la complémentarité au sein du réseau de Bourgs centre qui l'entourent avec Nyons-[Valréas](#) au Nord et [Bollène-Tricastin](#) à l'ouest, en renforçant le rayonnement de sa ville centre et son influence dans le Nord Vaucluse. Le territoire s'inscrit enfin dans un positionnement différencié par rapport aux agglomérations d'[Orange](#) et de [Carpentras](#) en cultivant son identité rurale et les caractéristiques des villages, tout en étoffant l'armature urbaine de la ville de Vaison.

1^{er} Scot Sraddet de France

Le projet, qui se décline autour de six objectifs, inclue notamment l'urbanisation de façon durable. Cette dimension est ainsi en totale adéquation avec le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires de la Région Sud ([Sraddet](#)). Ce document d'orientation, chargé d'organiser la stratégie régionale à moyen et long terme (2030 et 2050), s'inscrit dans un contexte onusien plus large. Adopté en 2015 par l'Assemblée générale des Nations unies, le 'Programme de développement durable à l'horizon 2030' se décline en 17 objectifs afin de lutter contre la pauvreté, la faim et la dégradation de la planète, et en faveur de la prospérité et la paix

Ainsi, nombre d'objectifs assignés par la loi au Sraddet portent notamment sur des thématiques telles que l'agriculture durable, la gestion durable des ressources, l'énergie, la résilience, les modes de

Ecrit par le 4 décembre 2024

consommation et de production durables, la lutte contre les changements climatiques, la protection de l'environnement et de la biodiversité...

Le Département rend hommage à son ancien président Jacques Berard



Maurice Chabert, président du Conseil départemental de Vaucluse et Claude Haut, ancien Président du Conseil général, ont dévoilé une plaque en hommage à Jacques Berard, homme politique engagé au service de son territoire. Celle-ci se situe dans la cour d'honneur de l'hôtel

Ecrit par le 4 décembre 2024

du Département.

Jacques Berard, né à Bédarrides s'éteignait un dimanche 1er juin 2014, à l'âge de 84 ans. Gaulliste fervent, cet avocat a été élu en 1958, sous la bannière de l'UNR (Union pour la Nouvelle République), plus jeune député de France à l'âge de 29 ans.

Député (1958-1967 et 1968-1978), conseiller général (1967- 2004) du canton d'Orange, maire d'Orange (1971-1977), sénateur du Vaucluse (1986-1995), président du Conseil général (1998-2001), membre du Conseil économique et social (1996-1998) : ses mandats ont marqué l'histoire du Vaucluse.

Conseiller général pendant 37 ans, Jacques Berard a été le Président de l'Assemblée départementale entre 1998 et 2001. Il quitte le Conseil général en 2004. Entre autres, il inaugure le nouveau collège André-Malraux à Mazan en 2020 ou l'aménagement du carrefour d'Avignon nord, une réalisation très attendue sur ce qui était déjà l'axe le plus fréquenté du département. C'est également lui qui, en remettant à la Ville d'Avignon les clefs de l'hôtel de Caumont, propriété du Département, offre un lieu d'exception à la Collection Lambert.

C'est également sous la présidence de Jacques Berard que la Ville d'Avignon a concouru pour devenir Capitale Européenne de la Culture en 2000. Une candidature que l'ancien président a soutenue avec l'engagement qui pouvait le caractériser. Etant très attaché aux questions de culture et de patrimoine, cette démarche était évidente pour celui qui fut secrétaire de la commission des affaires culturelles du Sénat.

Lors de son allocution, Maurice Chabert a souligné l'engagement et la popularité auprès des habitants de Jacques Berard : *« l'hommage des Vauclusiens, c'est dans les urnes qu'il l'a reçu. Sa longue carrière et ses nombreuses victoires démontrent à quel point nos concitoyens étaient attachés à lui. Dans ce lieu, c'est l'hommage de ses pairs qu'il va recevoir aujourd'hui. »*